

Introduction

Nous sommes très heureux de participer à cette conférence régionale sur la situation agricole et alimentaire dans le Sahel et en Afrique de l'Ouest.

Nous remercions vivement le CILSS et le Centre international pour la fertilité des sols (IFDC) de nous avoir invités à cette importante rencontre. Nous tenons également à remercier le gouvernement ghanéen pour l'accueil qui nous a été réservé. Cette rencontre vient à point nommé. Après les récentes difficultés qu'ont connues certains pays de l'Afrique de l'Ouest, en particulier le Niger, le Mali, le Burkina Faso, le Tchad et la Mauritanie, il était devenu nécessaire d'aborder les questions de sécurité alimentaire au Sahel dans le sens de la complémentarité entre les régions déficitaires et celles excédentaires. Les échanges entre les pays sahéliens et les pays côtiers revêtent une importance primordiale à cet égard.

Avant de partager avec vous notre lecture de la sécurité alimentaire à moyen et long terme en Afrique de l'Ouest, nous voudrions d'abord présenter brièvement le Club du Sahel et de l'Afrique de l'Ouest.

Introduction

- 1) Présentation du Club du Sahel et de l'Afrique de l'Ouest
- 2) Notre lecture de la sécurité alimentaire à moyen et à long terme dans le Sahel et en Afrique de l'Ouest
- 3) Quelles leçons tirées de la récente situation d'insécurité alimentaire ?
- 4) Contribution du CSAO sur les questions de sécurité alimentaire
- 5) Conclusion.

1) *Présentation du Club du Sahel et de l'Afrique de l'Ouest*

Tout d'abord, quelques mots sur le Club du Sahel et de l'Afrique de l'Ouest et notre lecture de la région.

Le Club du Sahel et de l'Afrique de l'Ouest

- Au milieu des années 1970, dans le contexte de la grande sécheresse, quelques pays membres de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE), organisation à laquelle le Club est rattaché, en partenariat avec des pays du Sahel, ont créé le Club des Amis du Sahel. L'objectif était d'établir un forum de concertation et de plaider en faveur de cette région. En 2001, notre conseil d'administration a décidé d'élargir le dialogue à l'ensemble des 15 pays membres de la CEDEAO (Bénin, Burkina Faso, Cap-Vert, Côte d'Ivoire, Gambie, Ghana, Guinée, Guinée-Bissau, Libéria, Mali, Niger, Nigeria, Sénégal, Sierra Leone et Togo), ainsi qu'à la Mauritanie, au Tchad et au Cameroun. D'où son appellation depuis 2001 de Club du Sahel et de l'Afrique de l'Ouest.
- Compte tenu des évolutions de la région depuis trente ans et en réponse aux demandes exprimées par nos partenaires sur le terrain, le Club a abordé de nouvelles questions. Ainsi, aujourd'hui, nous travaillons dans quatre domaines :
 - Perspectives de développement à moyen et à long terme
 - Transformation de l'agriculture et Développement durable
 - Développement local et Processus d'intégration régionale
 - Gouvernance, Dynamiques des conflits, Paix et sécurité
- Dans le cadre de nos travaux, nos principaux objectifs sont de :
 - Aider à identifier les questions stratégiques concernant le développement à moyen et long terme de l'Afrique de l'Ouest ;
 - Contribuer à la mobilisation et au renforcement des capacités africaines dans le cadre d'une approche réseau ;
 - Soutenir des initiatives et les efforts africains en faveur du développement à moyen et long terme de la région ;
 - Faciliter les échanges entre les acteurs de la région et les pays de l'OCDE ;
 - Promouvoir des débats constructifs pouvant conduire à des décisions innovantes, à l'intérieur comme à l'extérieur de la région, pour construire un futur meilleur.
- Le Club fonctionne en réseau avec des partenaires ouest-africains, représentant les gouvernements et tous les acteurs de la société civile dans leur diversité. Il entretient des relations de proximité avec les partenaires au développement de l'Afrique de l'Ouest ainsi qu'avec les organisations internationales ; au niveau de l'Afrique, avec l'Union africaine, l'initiative du NEPAD et la BAD ; au niveau régional, avec la CEDEAO, l'UNOWA, l'UEMOA, le CILSS et des organisations telles que le ROPPA.

Notre lecture de la région

- L'Afrique de l'Ouest a vécu au cours des dernières décennies des transformations profondes qui font qu'elle ne devrait pas être perçue comme une région en stagnation mais plutôt en mutation.
- Un regard rétrospectif sur la région permet de conclure que celle-ci a connu au cours des dernières décennies des transformations importantes sur les plans social, culturel, institutionnel et politique. Pour n'en citer que quelques-unes : nouveaux modes de gouvernance ; passage du monopartisme au multipartisme ; expansion du secteur informel générateur d'emplois ; ajustements macro-économiques et structurels ; libéralisation des économies ; changement dans la configuration et le rôle des médias ; émergence du rôle de la société civile dans ses organisations représentatives, professionnelles ou associatives ; évolution des droits de la femme et de sa représentativité dans la société ; priorité accrue accordée au développement local et au processus d'intégration régionale. Actuellement, la proportion très importante des jeunes de moins de 20 ans (plus de 55% de la population) vient s'ajouter à ces défis. Quelle autre région du monde a été soumise à de telles transformations ?
- Ces bouleversements ont engendré des tensions politiques et sociales, mais également une ouverture et une reconfiguration de l'espace ouest-africain.
- En insistant sur les dynamiques de transformation de la région et ses capacités de changement et d'adaptation, il ne s'agit pas de dire que « tout va bien ». Ces évolutions ont été entravées notamment par des problèmes de gouvernance, de sécurité humaine, de stratégies et de politiques nationales et internationales ; l'extension de nouvelles pandémies.
- Pour nous, la question essentielle est de savoir : « Où et comment vont vivre les quelque 430 millions Africains de l'Ouest à l'horizon 2020 ? ». Cela veut dire plus de 100 millions d'habitants par rapport à aujourd'hui. Cette croissance démographique va se traduire par un accroissement des jeunes à la recherche d'emplois ; une urbanisation accrue ; des pressions sur le foncier et la sécurité alimentaire ; des besoins grandissants des populations en infrastructures socio-économiques ; des mouvements migratoires à la hausse... Autant de questions qui seront sources de tensions voire de conflits, et auxquelles les sociétés et les gouvernements de la région devront apporter des réponses.

2) *Notre lecture de la sécurité alimentaire à moyen et à long terme dans le Sahel et en Afrique de l'Ouest*

Permettez-moi maintenant de revenir sur quelques périodes importantes en matière de sécurité alimentaire.

Une augmentation de la production céréalière pour faire face aux besoins d'une population en rapide augmentation et une stratégie de prévention des crises

- Depuis les années 1960, le secteur agricole ouest-africain a connu des transformations profondes. La production céréalière a connu une **forte augmentation pour faire face aux besoins d'une population en rapide**

expansion. Cette augmentation de la production a été le résultat de la combinaison de l'amélioration des rendements et de l'extension des superficies. Cependant, malgré cette augmentation de la production céréalière, il persiste une insécurité alimentaire dans les pays sahéliens dont les causes sont à la fois structurelles et conjoncturelles.

- Après le désastre des deux grandes sécheresses de 1973 et 1984 qui avaient durement touché les pays sahéliens, **la communauté internationale était devenue sensible aux difficultés auxquelles faisaient face les pays sahéliens.** C'est au cours des années 1970 que **des offices céréaliers furent créés dans plusieurs pays du Sahel** pour améliorer la gestion des stocks et faire face à d'éventuelles difficultés alimentaires aux niveaux national et local. C'est dans ce contexte qu'ont été créés, le CILSS et le Club du Sahel en appui aux pays de la région victimes de la sécheresse. Je voudrais rappeler ici l'étroite coopération qui a existé au cours des années entre le CILSS et le Club, et qui se poursuit de manière renforcée avec mon bon ami le Secrétaire exécutif du CILSS, M. Musa Mbenga et nos collègues.
- A partir des années 1980, les pays sahéliens et leurs partenaires au développement ont fait beaucoup **d'efforts pour prévenir les crises alimentaires en mettant sur pied des stratégies de prévention.** Celles-ci reposent largement sur des mécanismes d'information et d'alertes précoces. Par ailleurs, pour éviter que l'aide alimentaire n'ait des effets néfastes sur la production agricole des pays de la région, les pays donateurs membres du Club du Sahel ont décidé conjointement avec les pays membres du CILSS d'établir **une « Charte de l'aide alimentaire »**, censée assurer une meilleure gestion des flux de l'aide.
- Au début des années 2000, les systèmes d'information et d'alertes ont connu de grandes difficultés notamment avec la fin du programme Diagnostic Permanent (DIAPER) ; les services nationaux ne disposant pas toujours de moyens financiers suffisants pour réaliser les enquêtes agricoles et le suivi du déroulement des campagnes agricoles. La qualité des données s'en est trouvée affectée. Cette situation a affaibli la crédibilité des sources d'information et a été **l'un des facteurs qui a ralenti l'intervention de la communauté internationale.**

3) Quelles leçons tirées de la récente situation d'insécurité alimentaire?

Le Club du Sahel et de l'Afrique de l'Ouest a suivi de très près les difficultés alimentaires auxquelles certains pays sahéliens ont été confrontés ces derniers mois. Cinq leçons majeures ont retenu notre attention :

- **Premièrement, une production nationale suffisante, voire excédentaire peut cacher une insécurité alimentaire au niveau des zones fragiles et des groupes vulnérables.** Les récentes difficultés alimentaires qu'ont connues certains pays sahéliens, en particulier le Niger, ont montré que les cas graves d'insécurité alimentaire sont principalement localisés dans une zone transversale spécifique où prédominent les activités pastorales et agropastorales. Par exemple, au Mali alors que les estimations de la production au niveau national font état d'un excédent, certaines zones ont connu de graves difficultés alimentaires.

- Il me paraît important dans ce contexte de prendre en compte également dans ces groupes vulnérables dont je viens de faire mention, les populations urbaines en rapide expansion dont une partie est exposée à une insécurité alimentaire importante en raison notamment de la pauvreté urbaine et la faiblesse de leur pouvoir d'achat. Cette réalité montre la nécessité d'assurer une meilleure coordination des actions entre les zones rurales et urbaines, de même qu'entre le national et le régional.
- **Deuxièmement, la manifestation d'une insécurité alimentaire conjoncturelle peut cacher une vulnérabilité et une pauvreté structurelle.** La malnutrition, en particulier celle des enfants est l'un des indicateurs de pauvreté structurelle. Les travaux réalisés par la FAO ont montré que dans certains pays de la région, un pourcentage élevé d'enfants souffre de malnutrition chronique, et que la situation ne s'est pas améliorée depuis 10 ans. Dans les zones les plus fragiles, la proportion d'enfants en situation de malnutrition chronique peut atteindre jusqu'à 50%. Dans ce contexte, une perturbation climatique ou une attaque de déprédateurs comme les criquets pèlerins peut déclencher une crise alimentaire grave. **L'insécurité alimentaire structurelle relève davantage, dans ce cas, de la pauvreté, des problèmes d'accès à la nourriture que de l'insuffisance des denrées alimentaires sur le marché. La question de sécurité alimentaire ne peut donc pas être dissociée de la pauvreté chronique puisque certains ménages sont dans l'incapacité d'acheter des céréales, même à un prix subventionné.** Les causes de pauvreté sont multiples et incluent la gouvernance, les politiques économiques et agricoles, l'accès aux ressources naturelles et aux infrastructures. Une des questions qui mérite une attention particulière est de savoir **Comment articuler les modes de gouvernance et la lutte contre la pauvreté dans la stratégie de sécurité alimentaire en Afrique de l'Ouest ?**
- **Troisièmement, des informations contradictoires rendent difficile la mobilisation des ressources et l'action.** Lors de la réunion sur le péril acridien en Afrique de l'Ouest, organisée par le Club en septembre 2004, il avait été souligné qu'en dépit des alertes émises par la FAO, les ressources nécessaires pour combattre ce fléau n'avaient pas été mobilisées rapidement. En ce qui concerne la récente crise alimentaire au Niger, des informations contradictoires ont été diffusées ; ce qui n'a pas facilité la mobilisation des ressources et la coordination des actions sur le terrain.
- **Quatrièmement, une réponse alimentaire ponctuelle seule ne suffit pas.** Les termes de l'échange entre les produits d'élevage et les céréales se sont fortement détériorés. Pour faire face à la forte hausse des prix de céréales et la diminution du prix du bétail, les pasteurs ont été contraints de vendre une très grande partie de leur cheptel pour se nourrir. Aujourd'hui, certains ménages se retrouvent dans une situation de total dénuement. Ils ne pourront maintenir leurs moyens d'existence futurs que s'ils parviennent à reconstituer leur cheptel.
- **Enfin, cinquièmement, la question de la complémentarité entre zones déficitaires et zones excédentaires, un des thèmes de cette rencontre, soulève quelques interrogations qui méritent réflexion et débat.** L'évaluation de la situation alimentaire faite par le CILSS et d'autres organisations qui travaillent sur les questions de sécurité alimentaire a permis de montrer que la production céréalière prise au niveau global des pays

membres du CILSS était suffisante, voire excédentaire. Mais cet état de fait n'a pas empêché qu'il y ait des crises graves localisées dans certaines zones du Niger, du Mali et du Burkina Faso. ***Y a-t-il eu des lacunes dans la fluidité des échanges entre les zones déficitaires et les zones excédentaires ? Si tel a été le cas, quels ont été les blocages relatifs à ces échanges ? Quelles pourraient être les mesures politiques nécessaires au niveau des gouvernements et au niveau des organisations régionales comme l'UEMOA, la CEDEAO et le NEPAD pour améliorer la fluidité des échanges ?***

4) Contribution du CSAO sur les questions concernant la sécurité alimentaire

Je voudrais maintenant vous présenter les initiatives les plus récentes et celles à venir entreprises par le Club et ses partenaires stratégiques dans la région.

- En 2002, le CSAO a réalisé en collaboration avec le CILSS un travail sur **«La recherche d'outils complémentaires intégrant la dynamique des marchés céréaliers dans l'analyse et l'aide à la décision»**. Cette étude visait à mieux comprendre pourquoi depuis la campagne 2001/2002, le niveau des prix des céréales sont restés élevés alors que la production était jugée suffisante. Cette étude avait alors permis entre autres de montrer que le niveau des prix dépend non seulement du niveau de production de l'année en cours mais également de la production des deux dernières campagnes agricoles.
- En septembre 2004, le CSAO a organisé au siège de l'OCDE à Paris, **une réunion d'information et d'échanges sur l'impact de l'invasion des criquets pèlerins et ses conséquences** sur la production agricole et la sécurité alimentaire au Sahel. Un des objectifs de cette réunion était d'alerter la communauté internationale sur les conséquences de ce fléau sur la région. Il avait été alors souligné qu'elle constituerait un facteur important d'insécurité alimentaire en Afrique de l'Ouest, en particulier dans les zones pastorales et agro-pastorales.
- Les Secrétariats du CSAO et du CILSS ont entrepris un chantier commun **d'analyse rétrospective et spatiale des zones sahéliennes vulnérables**. Ce chantier vise à fournir une analyse descriptive détaillée de la fragilité de ces zones et de proposer des actions concrètes de prévention des crises alimentaires. Nous ne manquerons pas de partager avec vous les résultats de ces analyses.
- Enfin, nous profitons de cette occasion pour vous informer que le 18 octobre prochain, le CSAO, en collaboration avec le CILSS et la CEDEAO organise au siège de l'OCDE à Paris, **une réunion sur « Les défis à moyen et long terme de la sécurité alimentaire en Afrique de l'Ouest »**. Cette rencontre sera l'occasion de favoriser les échanges entre les membres de la communauté internationale et les pays ouest-africains sur cette question à travers un débat sur les causes structurelles et conjoncturelles de la sécurité alimentaire et de définir des actions concrètes à moyen et long terme. Elle permettra également de partager le fruit des échanges qui auront lieu au cours de cette réunion d'Accra.

Permettez-moi de soulever ici quelques questions qui, à mon avis, méritent débat.

- *Quel bilan peut-on faire au niveau des systèmes d'alerte précoce ? Y a-t-il eu des dysfonctionnements au niveau des systèmes d'information et des systèmes d'alerte ? Et que faire pour y remédier ?*
- *Quel est l'impact des politiques agricoles et économiques en appui à la sécurité alimentaire à moyen et long terme ? Comment mieux articuler les niveaux local, national et régional en matière de sécurité alimentaire ?*
- *Quels devraient être le rôle et les responsabilités des services de suivi des campagnes agricoles, des autorités locales et nationales ainsi que de la communauté internationale pour une meilleure coordination des actions relatives à la sécurité alimentaire ? Les principes de la « Charte de l'aide alimentaire » ont-ils été bien pris en compte par la communauté internationale et les pays membres du CILSS dans la gestion de la crise alimentaire récente ?*
- *Comment peut-on assurer dans la durée l'atteinte de l'objectif de la sécurité alimentaire pour tous ?*

5) Conclusion

- Nous sommes convaincus que les aspects structurels et conjoncturels de la sécurité alimentaire resteront des défis permanents en particulier dans les zones fragiles et pour les groupes vulnérables.
- La sécurité alimentaire ne se limite pas au volume de production comme nous l'avons déjà indiqué. La sécurité alimentaire est aussi une question de disponibilité des produits agricoles, d'accès à ces produits, de pouvoir d'achat et de revenus des consommateurs, des termes de l'échanges produits d'élevage / céréales, de gestion des stocks de sécurité à la fois au niveau local et national ainsi que de politiques agricole et économique.
- Nous sommes heureux que cette conférence aborde ces questions fondamentales pour la région et espérons qu'à la fin de cette rencontre, se dégageront des propositions d'actions concrètes visant à l'amélioration de la sécurité alimentaire à moyen et long terme dans le Sahel et en Afrique de l'Ouest.

Je vous remercie